

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECT DES BOUCHES DU RHONE

**Direction des Collectivités Locales de l'Utilité Publique et de
l'environnement**

ENQUETE PUBLIQUE

**Enquête publique sur la demande de permis de construire
déposée par la société CSMED pour la réalisation d'un projet
de centrale photovoltaïque au sol de 7,5 MW comprenant des
panneaux photovoltaïques, une clôture, un poste de livraison
et cinq postes de transformation sis lieu-dit « La Mède »
Commune de CHATEAUNEUF LES MARTIGUES**

Du 27 juin au 28 juillet 2016 inclus

RAPPORT, AVIS ET CONCLUSIONS

Commissaire Enquêteur : Max PEZ

Sur la demande de permis de construire déposée par la société CSMED pour la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque au sol de 7,5 MW comprenant des panneaux photovoltaïques, une clôture, un poste de livraison et cinq postes de transformation sis lieu-dit « La Mède » Commune de CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : RAPPORT D'ENQUÊTE :

I - Mise en œuvre de l'enquête

A – Généralités	3
A 1 - Préambule	
A 2 – les acteurs du Projet	
B – Objet de l'enquête	5
C – Mise en œuvre de l'enquête	5
D – Publicité de l'enquête	6
F – Composition du dossier	7
G – Cadre juridique	7

II – Dossier soumis à l'enquête

La demande du permis de construire	9
Dossier Etude d'impact	9
F – Localisation du projet	10
G – Nature et objet du projet	12
- G1 Les phases du chantier	15
- G2 La phase opérationnelle	15
- G3 La fin de vie du site	16
H – L'étude d'impact	
- H1 Impact sur le milieu humain	17
- H2 Impact sur le volet naturel	19

III – Clôture de l'enquête publique

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

TROISIEME PARTIE – ANNEXES Document joint

PREMIERE PARTIE : RAPPORT D'ENQUÊTE

A - Généralités

A 1 – Préambule

Une demande de permis de construire PC 013 026 15 H 0032 portant sur un projet de centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit « La Mède », a été déposée sur la commune de Châteauneuf les Martigues par la société CSMED, le 28 mai 2015.

Conformément au décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009, les projets d'installations solaires au sol d'une puissance crête supérieure à 250 Kilowatts sont subordonnés à la réalisation préalable d'une enquête publique soumise aux prescriptions des articles L 123.1 à L123.16 du code de l'environnement.

L'instruction du permis de construire a été réalisée par le service urbanisme de la Direction Départementale de Territoires et de la Mer (DDTM) conformément à l'article R423-16 du Code de l'Urbanisme.

Le service instructeur de la DDTM après réception d'un certain nombre de pièces complémentaires, a déclaré le dossier complet.

Le dossier de permis de construire a été soumis pour avis :

Au maire de la commune de Châteauneuf les Martigues,

A l'autorité environnementale,

Aux services de l'Etat et organismes compétents :

La Direction Régionale des Affaires Culturelles,

La Direction de l'aviation civile sud-est,

Le Ministère de la défense,

L'enquête publique, conduite par le Préfet des Bouches du Rhône est régie par les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants du Code de l'Environnement.

A compter du jour de réception du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, et au regard des avis des organismes consultés, le Préfet des Bouches-du Rhône dispose de deux mois pour statuer par arrêté, sur la demande de permis de construire.

A 2 – Les acteurs du Projet :

. A 2-1 Le Pétitionnaire : la Société CSMED (Centrale Solaire la Mède) :

24 Cours Michelet 92800 Puteaux ; le contact est Monsieur Valérick CASSAGNE.

La CSMED est une Société par Actions Simplifiée (SAS) dédiée au projet de centrale photovoltaïque sur la plateforme de la raffinerie de la Mède.

Cette société initialement nommée DAJA122 créée en 2010, est issue d'un pool de sociétés créées pour développer des projets, ce pool de sociétés DAJA a pour actionnaire TOTAL S.A.

Dans le cadre de l'appel d'offre, la société DAJA122 a été cédée à TOTAL ENERGIE DEVELOPPEMENT SAS (TED) filiale de TOTAL S.A. qui porte les sociétés projets et les actifs du groupe liés aux énergies renouvelables.

La société DAJA122 a été renommée CSMED (Centrale Solaire la Mède).

C'est un projet intragroupe, exploité et financé par une filiale du groupe TOTAL, dédiée au projet d'énergie renouvelable.

Le terrain de la centrale est la propriété de la plateforme de la Mède (raffinerie de Provence) un actif de la société Total Raffinage France qui fait partie de la branche de raffinage-chimie du Groupe TOTAL.

. A 2-2 La Raffinerie de la Mède (Total Raffinage France):

Se situe sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues localisée au sud de l'étang de Berre, au lieu-dit La Mède Avenue Mirabeau, surface du site actuel 135,5 ha.

Pour redonner de l'avenir à l'usine, le site se reconverti vers les énergies renouvelables et des produits à haute valeur ajoutée.

Production de Biodiesel,

Développer la plateforme logistique,

Centre de formation

Le projet de construction de la ferme solaire s'inscrit dans la reconversion du site.

. A 2-3 TENESOL –SUNPOWER

SUNPOWER est une société de droit américain détenue à 60 % par le groupe TOTAL.

Elle est l'actionnaire unique de TENESOL société à action simplifiée de droit français basée à la Tour de Salvagny, près de Lyon.

Créé en 1985 elle produit les modules photovoltaïques.

SUNPOWER assure l'opération et la maintenance de près de 700 centrales solaires à travers le monde, dont plus de 100 fermes photovoltaïques et 600 centrales en toiture.

Les équipements photovoltaïques principaux (modules PV, tracker) sont fabriqués par SUNPOWER.

. A 2-4 Les Bureaux d'études :

Deux bureaux d'études ont réalisé les études techniques et réglementaires associées à ce projet :

SAFEGE	l'Etude d'impact
ECO – MED	Etudes naturalistes et Etude d'incidences NATURA 2000

Le Projet est financé à 100 % sur fonds propres de l'actionnaire unique Total Energie Développement (TED).

B – Objet de l'enquête :

Sur la demande de permis de construire déposée par la société CSMED pour la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol de 7,5 MW comprenant des panneaux photovoltaïques, une clôture, un poste de livraison et cinq postes de transformation sis le lieu-dit « La Mède ».

Conformément au décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009, les projets d'installations solaires au sol d'une puissance installée supérieure à 250 Kilowatts sont subordonnés à la réalisation préalable d'une enquête publique soumise aux prescriptions des articles L 123.1 à L123.16 du code de l'environnement.

C – Mise en œuvre de l'enquête :

La décision n°E16000050/13 en date du 25 mai 2016 du Président du Tribunal Administratif de Marseille a porté la désignation de Monsieur Max PEZ en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Julien LAGIER en qualité de commissaire enquêteur Suppléant (annexe 1).

L'arrêté prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque au sol porté par la société CSMED a été signé le 6 juin 2016 (annexe 2).

Le dossier soumis à l'enquête a été transmis aux commissaires enquêteurs par la Préfecture des Bouches-du-Rhône, section Environnement, Bureau d'utilité publique de la concertation et de l'environnement, Direction des Collectivités locales et de l'utilité publique et de l'environnement.

Le dossier soumis à l'enquête a été transmis par les soins des services de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, aux commissaires enquêteurs.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, ont été cotés et paraphés par le commissaire enquêteur le 14 juin 2016, au service de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, puis transmis au siège de l'enquête, à la mairie de Châteauneuf-les-Martigues, par les soins du service de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Le lundi 20 juin 2016, une réunion de travail sur le site de « La Mède » à Châteauneuf-les-Martigues, a permis au pétitionnaire de présenter le dossier soumis à l'enquête publique, aux commissaires enquêteurs.

Etaient présent, Monsieur Valérick CASSAGNE, porteur du projet (CSMED), Monsieur Gorges FAUQUE, responsable Département Prévention Industrielle (Raffinerie de Provence), Madame Sylvaine JOUMON, Direction environnement et sauvegarde des populations (Ville de Châteauneuf-les-Martigues), Monsieur Max PEZ et Monsieur Julien LAGIER, commissaires enquêteurs.

Cette réunion de travail a été suivie d'une visite du site.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête ont été tenus à la disposition du public en mairie de Châteauneuf les Martigues, pendant une durée de 32 jours consécutifs du Lundi 27 juin 2016 au jeudi 28 juillet 2016 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (jours ouvrables) et consigner ses observations, proposition et contre-propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Les observations, propositions et contre-propositions et toute correspondance relative à l'enquête pouvaient également être adressées par correspondance au commissaire-

enquêteur, en mairie de Châteauneuf-les-Martigues, siège de l'enquête. Elles ont été tenues à la disposition du public au siège de l'enquête.

Les observations du public pouvaient être consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête, auprès de la mairie, siège de l'enquête.

En outre, les observations écrites et orales pouvaient également être reçues par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public au lieu, jours et heures suivantes :

Mairie de Châteauneuf les Martigues, Hôtel de Ville, Place Bellot 13220 Châteauneuf les Martigues

Jour		horaires
Lundi	27 juin 2016	9 h 00 à 12 h 00
Mardi	05 juillet 2016	14 h 00 à 17 h 00
Mercredi	13 juillet 2016	9 h 00 à 12 h 00
Jeudi	21 juillet 2016	14 h 00 à 17 h 00
Jeudi	28 juillet 2016	14 h 00 à 17 h 00

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du Préfet en s'adressant à la Préfecture des Bouches-du-Rhône Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement, Bureau de l'utilité publique, de la concertation et de l'environnement, Place Félix Baret-CS 80001 – 13282 Marseille Cedex 6, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

D – Publicité de l'enquête :

Un avis contenant les principales dispositions de l'arrêté a été publié par voie d'affiches par les soins du maire de Châteauneuf-les-Martigues, quinze jours avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci (annexe 3).

Cette formalité incombant au maire a été certifiée.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, le responsable du projet a procédé à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation de l'opération. Ces affiches étaient visibles et lisibles, conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 24 avril 2012, (annexe 4).

Ces avis a été par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, publié en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département des Bouches-du Rhône, quinze jours avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les huit premiers jours de celle-ci.

L'avis d'enquête a été publié sur le site internet des Bouches-du Rhône.

	1 ^{er} publication	2 ^{ème} publication
La Provence	10 juin 2016 (annexe 5)	30 juin 2016 (annexe 7)
La Marseillaise	10 juin 2016 (annexe 6)	30 juin 2016 (annexe 7)

E - Composition du dossier d'enquête :

- 1- L'avis d'enquête, en exécution de l'arrêté du Préfet des Bouches-du Rhône.
- 2- Demande de permis de construire PC 13026 15H0032 du 28 mai 2015.
- 3- Le Dossier permis de Construire :
 - Maître d'ouvrage CSMED, 24 Cours Michelet 92800 Puteaux
 - Société du groupe TOTAL.
 - Maître d'œuvre SARL Denis URVOY
 - Agence de Marseille, 22 avenue Camille FLAMMARION 13001 Marseille
 - Agence La Mède, BP 45, 13220 Châteauneuf-les-Martigues.
 - PC2 Plan de Masse Etat des Lieux
 - PC2 Plan de Masse Unité Foncière
 - PC2 Plan de Masse Projet
 - PC3/PC5
 - Note de Sécurité
- 4- L'étude d'impact

Avis du C.E. : La demande de permis de construire, le dossier permis de construire sont très technique.

L'étude d'impact, soumis à l'enquête permet de mieux appréhender et de prendre connaissance de la spécificité du projet par le public.

F – Cadre juridique :

Le projet est encadré sur le plan juridique par les textes suivants :

Mention des textes régissant l'enquête publique du projet

Le permis de construire PC 013 026 15 H 0032 portant sur un projet de centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit « La Mède », a été déposé sur la commune de Châteauneuf les Martigues par la société CSMED, le 28 mai 2015, est soumis à enquête publique.

L'article R. 123-8 du code de l'environnement prévoit que le dossier soumis à enquête publique comprend notamment «la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation».

L'article R. 122-8 du code de l'environnement prévoit que sont soumis à la procédure d'étude d'impact quel que soit le coût de leur réalisation les « travaux d'installation d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol dont la puissance crête est supérieure à 250 KWc ».

L'article R. 423-1 du code de l'urbanisme dispose que les installations photovoltaïques installées au sol d'une puissance installée supérieure à 250 kWc sont soumises a permis de construire.

L'article R. 123-1 du code de l'environnement prévoit la réalisation d'une enquête publique pour les « travaux d'installation d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol dont la puissance crête est supérieure à deux cent cinquante kilowatts ». L'organisation de l'enquête publique est un préalable à la décision prise sur la demande de permis de construire du projet en question. La décision sur la demande de permis de construire du projet photovoltaïque, relève de la compétence du Préfet du département des Bouches-du-Rhône en application des dispositions de **l'article R. 422-2 du code de l'urbanisme**, s'agissant d'un ouvrage de production électrique.

L'article R. 423-20 du code de l'urbanisme prévoit que « lorsque le permis ne peut être délivré qu'après enquête publique, le délai d'instruction d'un dossier complet [le dossier de permis de construire en l'espèce] part de la réception par l'autorité compétente du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ».

L'article R. 423-32 du code de l'urbanisme prévoit que « le délai d'instruction est de deux mois à compter de la réception par l'autorité compétente du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ».

L'article R. 424-2 du code de l'urbanisme prévoit que lorsque le projet est soumis à enquête publique en application des articles R. 123-7 à R. 123-23 du code de l'environnement, le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet.

Réglementation applicable pour l'implantation d'une centrale photovoltaïque (Texte mis à jour le 22 mai 2014) L'installation de dispositifs photovoltaïques est soumise à plusieurs réglementations (code de l'urbanisme, de la construction, de l'environnement, droit électrique...) et nécessite d'effectuer un certain nombre de démarches préalables suivant le type de l'installation. Pour les installations de puissance supérieure à 250 kWc sont soumises à des procédures contraignantes afin de s'assurer qu'elles présentent un impact paysager, environnemental et urbanistique le plus faible possible.

Démarches au titre de l'urbanisme

L'implantation d'un dispositif photovoltaïque se doit d'être compatible avec le règlement d'urbanisme en vigueur (POS, PLU, règlement d'urbanisme national). En cas d'incompatibilité, il convient de faire modifier ces documents.

Démarches au titre de l'environnement

Étude d'impact environnemental : les installations au sol de puissance supérieure à 250 kWc sont soumises à étude d'impact environnemental (Textes de référence : décret 2009-1414 du 19 novembre 2009, articles R122-8 du code de l'environnement).

Démarches au titre de l'électricité

Suivant sa puissance, une installation photovoltaïque est soumise à autorisation d'exploiter. Depuis le 1er janvier 2012, seules les installations photovoltaïques de puissance supérieure à 12 MW sont soumises à autorisation d'exploiter. Les installations de puissance inférieure sont réputées autorisées et aucune démarche administrative n'est nécessaire.

Texte de référence : Décret n° 2000-877 du 7 septembre 2000 modifié par le décret n° 2011-1893 du 14 décembre 2011 qui précise les documents à fournir et précise les cas où une augmentation de puissance ou un changement d'exploitant conduit à la demande d'une autorisation.

II - Dossier soumis à l'enquête :

La demande du permis de construire :

Formulaire CERFA N° 13409*03 reçu en mairie de Châteauneuf les Martigues le 28 mai 2015 ; Enregistré sous le N° PC 13026 15H0032 du 28 mai 2015.

Le dossier permis de construire comprend 29 plans ou notices de format A3.

- PC2 Plan de Masse Etat des Lieux
- PC2 Plan de Masse Unité Foncière
- PC2 Plan de Masse Projet
- PC3/PC5
- Note de Sécurité

Le dossier est technique.

Le dossier Etude d'impact :

Conforme à l'article R 122-5 du code de l'Environnement,

- . Un résumé non technique ;
- . Une analyse de l'état initial du site et de son environnement ;
- . Une analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement, et, le cas échéant, sur la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publiques ;
- . Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu ;
- . Les mesures envisagées par le maître de l'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes ;
- . Une analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement.

Conformité avec les documents d'urbanisme, de planification et les servitudes :

Le projet est compatible avec le SCOT MPM,

Le projet ne concernant pas une activité directe de la raffinerie, n'était pas compatible avec le PLU. Suite aux recommandations de la DDTM et de la mairie de Châteauneuf les Martigues, la modification N° 5 du PLU du 21/12/2015, a mis en conformité la vocation du terrain concerné, (annexes N°10 & 11).

Le site n'est soumis à aucune servitude d'utilité publique.

Le projet respecte les orientations générales du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux du bassin Rhône Méditerranée).

Le projet n'a pas vocation à être en interaction avec l'étang de Berre, il est donc compatible avec le contrat de milieu de la commune de Châteauneuf les Martigues.

Le projet s'inscrit dans le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE), dans l'objectif d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie.

Le projet est compatible avec la DTA (Directive Territoriale d'aménagement).

Le projet permettra la création d'un nouveau site de production et contribuera à remplir l'objectif du Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE).

Le projet n'est pas concerné par le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

Le projet ne se situe pas dans le zonage de la loi Littorale.

Le Plan de Prévention de Risque (PPRT) de la plateforme de TOTAL La Mède a été approuvé le 2 mai 2014, sur le périmètre d'activité actuel, les éléments inhérents au projet envisagé, précisant l'impact de l'évolution des activités sur l'aléa au sens du PPRT, seront qualifiés et quantifiés par les services instructeurs (DREAL), afin de permettre au Préfet de statuer sur une possible révision.

Les principaux risques liés au projet sont le déclenchement d'un incendie susceptible d'engendrer une explosion de substances explosives contenues à proximité.

Avis du C.E. : L'état initial du site et de son environnement est correctement décrit. La population concernée, proche de la centrale photovoltaïque reconnaîtra le site. L'étude d'impact dans son approche, amène à la valorisation du site.

F - Localisation du projet :

Le projet de centrale solaire photovoltaïque se situe dans le département des Bouches du Rhône (13) sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues localisée au sud de l'étang de Berre, au sein de la raffinerie de TOTAL à La Mède, (population 11 560 habitants).

Les communes limitrophes sont :

- . Martigues à l'Ouest ; (population 47 904 habitants)
- . Sausset les pins au Sud-ouest ; (population 7 333 habitants)
- . Carry le Rouet au Sud ; (population 6 331 habitants)
- . Ensues la Redonne au Sud est ; (population 5 224 habitants)
- . Gignac la Nerthe à l'Est ; (population 9 186 habitants)
- . Marignane au Nord Est ; (population 33 910 habitants)

Le site est délimité par une voie ferrée au nord et le bois de Châteauneuf au sud



Sur la demande de permis de construire déposée par la société CSMED pour la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque au sol de 7,5 MW comprenant des panneaux photovoltaïques, une clôture, un poste de livraison et cinq postes de transformation sis lieu-dit « La Mède » Commune de CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

Le Projet de la ferme Solaire est inscrit dans le projet d'évolution du site de la Plateforme de la Mède



□

Avis du C.E. : Le projet s'inscrit dans un projet global de reconversion de l'ensemble du site industriel de la « Mède » vers les énergies renouvelables et les produits à haute valeur ajoutée.

L'enquête publique porte sur la demande de permis de construire déposée par la société CSMED pour la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque au sol de 7,5 MW, situé dans le site industriel.

G - Nature et objet du projet

Processus de concertation :

Le projet a fait l'objet d'un processus de concertation des différents services de l'état dont les recommandations et les prescriptions ont été intégrées, le cas échéant, à la conception du projet final.

Ces organismes sont les suivants :

- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée,
- Agence Régionale de la Santé (ARS),
- Conseil Général des Bouches du Rhône,
- Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC),
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL PACA), ☐
- ERDF et/ou RTE.

Le projet a fait l'objet d'un cadrage préalable avec les services de la DDTM des B-d-R.

Le Projet en quelques chiffres

Localisation	La Mède Châteauneuf les Martigues
Surface disponible	15 ha
Surface clôturée	13,7ha
Type d'installation	Panneaux photovoltaïques au silicium monocristallin à haut rendement installés sur suiveur solaire à un axe horizontal
Puissance projetée de l'installation	Environ 7,5 MWc
Nombre de panneaux	17 280
Taille des panneaux	2,067 m x 1,046 m
Configuration des tables	5 Oasis : 3 avec 10 modules par chaîne et 288 chaînes et 2 avec 10 modules par chaîne et 432 chaînes
Montant total des investissements	12,5 M€

Contexte énergétique et réglementaire :

Développement de l'énergie photovoltaïque en France

Après un démarrage plus tardif que dans d'autres pays, le parc photovoltaïque français raccordé au réseau fin 2012 était de 4 027 MW¹⁰. Sur une année, la production du parc photovoltaïque français représente environ 3 140 GWh, soit l'équivalent de la consommation électrique domestique de 1 745 000 habitants (hors chauffage électrique ; source RTE : 1800 kWh/habitant/an).

En 2012, la puissance nouvellement raccordé au réseau a été d'environ 1 000 MW raccordés contre plus de 1700 MW en 2011 (baisse de près de 40% en un an) traduisant

Sur la demande de permis de construire déposée par la société CSMED pour la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque au sol de 7,5 MW comprenant des panneaux photovoltaïques, une clôture, un poste de livraison et cinq postes de transformation sis lieu-dit « La Mède » Commune de CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

un ralentissement des dispositifs de soutien (baisse des tarifs d'obligation d'achat). Ce net recul est également constaté pour le début de l'année 2013 avec moins de 90 MW raccordé durant le premier trimestre contre plus de 360 MW pour le premier trimestre des deux dernières années.

Le projet :

Création d'une centrale de production d'électricité à base de panneaux photovoltaïques sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues. Cette centrale solaire photovoltaïque aura une production annuelle projetée d'environ 12,3 GWh.

La centrale d'une puissance de 7,5 MWc sera composée de panneaux monocristallins à haut rendement de 280Wc sur dispositif de suivi de la course solaire à un axe :

. Nombre total de panneaux : 17 280 ;

. Nombre de blocs « Oasis® » (ensemble panneaux et chaîne de conversion): 5.

Actuellement, le terrain d'implantation est constitué de cuvettes pratiquement horizontales. Ces cuvettes sont entourées en périphérie de merlon pour former les rétentions nécessaires à la sécurité, en cas de déversement accidentel d'un réservoir.

Après la vidange des produits stockés, le dégazage et le nettoyage, les 10 réservoirs vont être démantelés, selon une procédure garantissant le respect de l'environnement et la sécurité.

Les merlons seront arasés pour constituer 5 plateformes horizontales dont les côtes altimétriques NGF seront les suivantes :

28,60 pour les 12 trackers les plus au Nord,

41,10 pour les 4 trackers situés au Sud / Ouest,

32,20 pour les 3 trackers situés au Nord / Est,

37 pour les trackers situés au Nord / Est,

45,20 pour les 4 trackers situés au Sud / Est,

Les voiries existantes seront dans leur ensemble conservées.

Seule une petite partie de la voie dénommée rue K sera isolée au Nord de la plateforme 45,20.

De nouvelles voies en stabilisé seront réalisées pour l'entretien et la maintenance des 5 onduleurs situés au cœur de chaque bloc OASIS.

En plus de la voirie, l'implantation de la centrale photovoltaïque nécessite les aménagements complémentaires suivants :

. La création de voies de circulation interne en périphérie des installations

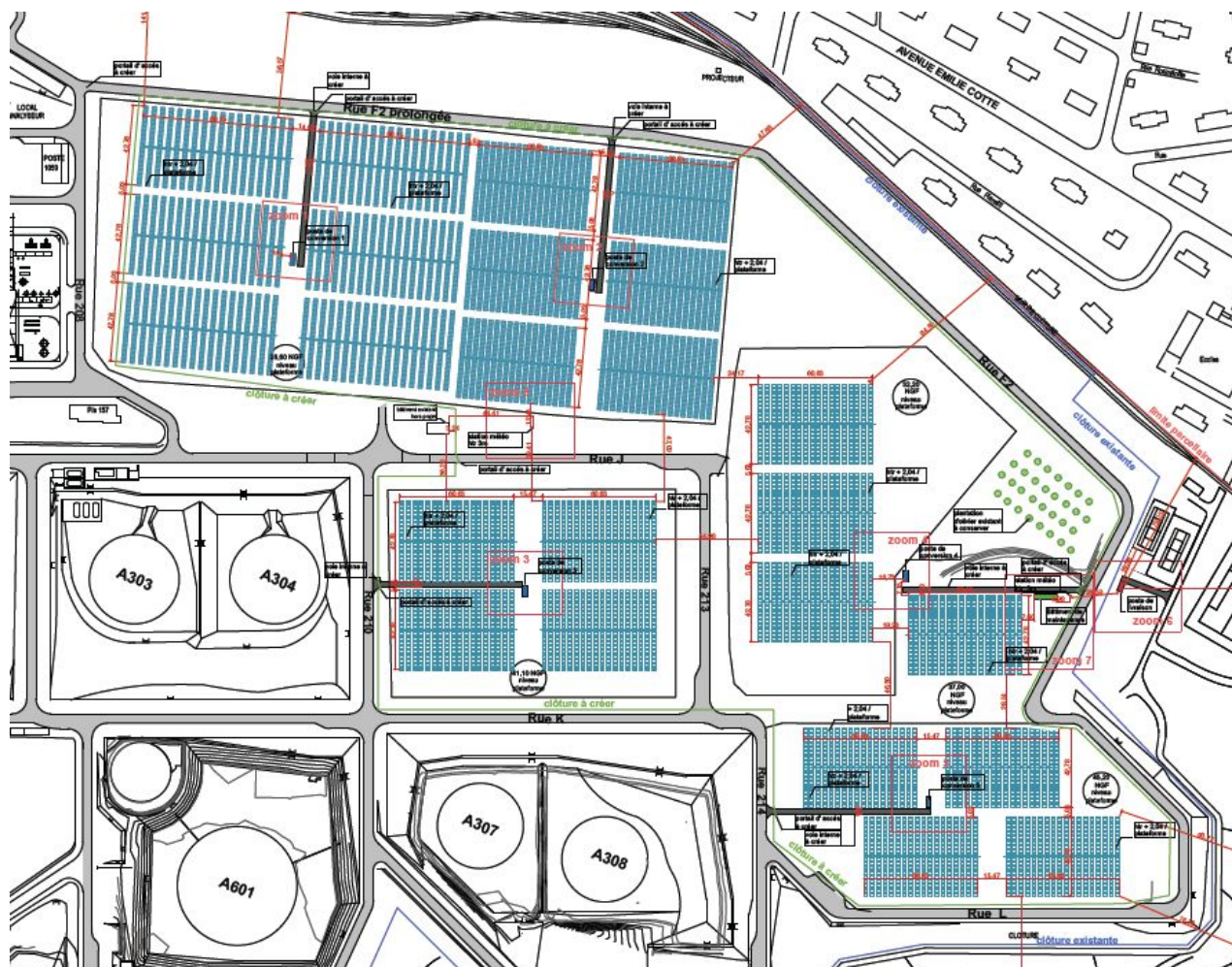
. 1907 m de clôture entre la zone de production solaire et la Raffinerie ;

490 m de pistes ;

. La construction de :

- 5 locaux techniques (postes de conversion) contenant les transformateurs, les
- onduleurs et les compteurs, à savoir un par oasis,
- 1 poste de maintenance,
- 1 poste de livraison destiné à l'injection de l'électricité produite au réseau électrique
- 2 stations météo

Plan de masse du projet :



*Avis du C.E. : Le projet permet de bien situer le projet dans son futur environnement, les modalités d'occupation du sol, l'intégration paysagère.
Le descriptif Technique expliquant les solutions retenues pour l'implantation et les spécificités du matériel nécessaire au fonctionnement de la centrale.*

G 1- Les phases du chantier

Une phase préparatoire est évaluée à 1 mois.

Le terrain sera livré avec les cuves démontées et les terrassements nécessaires effectués.

La durée du chantier prévue est de 7 mois ; il comprend 3 phases :

Préparation du site : mise en place des clôtures, création des pistes, creusement des tranchées pour le réseau électrique: 2,5 mois ;

Construction : ancrage et mise en place des tables, assemblage des modules, raccordement des réseaux basse tension, mise en place des bâtiments techniques évalués à 3 mois ;

Finalisation : raccordement électrique et travaux de finition : 1,5 mois.

Parallèlement à ces 3 phases, le raccordement de la centrale au réseau sera mené. La durée pour les travaux de raccordement est estimée à 3 mois.

Les matériaux et composants sont livrés sur site au fur et à mesure des besoins. Une superficie d'environ 5 000 m² sera dédiée à la base vie et au stockage. Le chantier sera gardienné 24h/24.

Le chantier emploiera environ 50 personnes sur sa durée (7 mois).

Accessibilité

Des pistes d'une largeur de 3,6 m seront créées à l'intérieur du site. Les pistes seront faites avec des matériaux perméables et drainants.

Tant en phase chantier qu'en phase opérationnelle, l'accès au site nécessite la mise en œuvre de 32 nouvelles pistes annexes.

Un accès est prévu par l'entrée actuelle de la raffinerie ainsi que 5 portails venant émailler la clôture pour faciliter les accès.

G 2 - La phase opérationnelle

Des prestataires locaux réaliseront l'entretien et la maintenance des équipements pendant une durée de 25 ans à minima.

Les tâches concernées correspondent notamment à la maintenance/surveillance du site :

- Contrôle du bon fonctionnement des modules et installations connexes ; le site fera l'objet d'une télésurveillance à distance 24 h/24 ;

- Interventions préventives pour garantir les performances de production de la disponibilité de service de la centrale : renouvellement du petit matériel. La fréquence des inter-

ventions de maintenance préventive est de l'ordre d'une à deux fois par mois. Ces opérations se déroulent sur la journée ;

- . Dépannage en cas de défaillance partielle ou panne ;
- . Nettoyage des modules ayant subi un encrassement anormal avec le robot dédié développé par Sun Power;
- . Entretien de la végétation du site afin d'éviter un développement trop important de la végétation: traitement mécanique léger en complément de l'entretien prévu par pastoralisme ovin. Pas de produits phytosanitaires.
- . Vérification de l'intégrité des clôtures.

G 3 - Fin de vie du site

La centrale a une durée de vie programmée de 20 à 30 ans : l'obligation d'achat d'électricité photovoltaïque porte sur 20 années. Au-delà, si le vieillissement des modules le permet, l'exploitation de la centrale se poursuivra encore quelques années. Les panneaux photovoltaïques ont une garantie de puissance portant sur 25 années. L'exploitation de la centrale pourrait atteindre les 30ans, si les conditions économiques et techniques le permettent.

A l'issue de la phase d'exploitation, l'intégralité de l'installation sera démantelée, le site sera remis en état, et tous les équipements seront recyclés selon les filières appropriées.

Recyclage et valorisation des modules

SUNPOWER est adhérent à l'association PV CYCLE afin d'assurer la collecte et le recyclage des panneaux photovoltaïques à l'issue du démantèlement du parc et en cours d'exploitation en cas de dysfonctionnement ou de casse.

La filière industrielle prépare aujourd'hui les solutions pour le recyclage à grande échelle dans les années 2030, lorsque les panneaux produits aujourd'hui arriveront en fin de vie.

Le Maître d'Ouvrage mettra tous les moyens en œuvre pour assurer le recyclage.

Avis du C.E. : La centrale photovoltaïque se construit sur un site industriel, qui se reconverti vers les énergies renouvelables et des produits à haute valeur ajoutée. C'est un enjeu économique et industriel important pour l'environnement.

H – Impact sur le milieu Humain :

H 1 - Trafic, voies de circulation :

- Phase de construction

L'accès au chantier se fera par la route existante.

Le porteur de projet passera par un Coordinateur Sécurité et Protection Santé qui aura pour mission d'assurer la coordination sécurité des entreprises intervenantes et la protection des personnes durant tout le chantier.

- Phase d'exploitation

Aucune mesure particulière n'est requise étant donné le faible trafic généré par l'exploitation.

H 2 - Environnement sonores :

Une centrale photovoltaïque n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), ni une infrastructure de transport. Elle est donc soumise aux dispositions du Code de la Santé Publique concernant les bruits de voisinage (art. R 1334-30 à R 1334-37).

L'article R.1334-32 du Code de la Santé Publique fixe comme critère d'atteinte à la tranquillité du voisinage (voire à la santé humaine) une valeur d'émergence globale par rapport au bruit de fond, générée par un bruit particulier et mesurée chez les riverains (intérieur fenêtres ouvertes et extérieur).

- Phase de construction

Les engins de chantier et de livraison seront conformes à la réglementation notamment en ce qui concerne les émissions sonores.

Les bruits à redouter lors du chantier seront essentiellement dus à la circulation routière des poids lourds et engins de chantier et au battage des pieux. Les normes en vigueur seront respectées. Des limitations de vitesses seront imposées, ainsi que l'arrêt des moteurs pendant la phase de stationnement.

Les travaux seront exclusivement effectués de jour et hors WE (il peut exceptionnellement y avoir des travaux le samedi, mais ce jour-là, les travaux bruyant seront évités).

Pour isoler les zones de travaux et limiter l'accès au personnel de la raffinerie, des clôtures définitives et une signalétique adaptée seront installées par l'entité en charge du démantèlement des bacs et la préparation de la zone avant le début des travaux.

- Phase d'exploitation

Les installations photovoltaïques ne sont pas des équipements bruyants. Les seuls éléments générateurs de bruit sont les onduleurs (en raison de la présence de ventilateur). Le projet n'entraînera aucune nuisance sonore pour le voisinage du fait de son éloignement par rapport aux constructions riveraines à usage d'habitation.

H 3 - Santé et salubrité publiques :

- Phase de construction

Elles sont détaillées dans les paragraphes relatifs à la protection des sols, des eaux et des nuisances sonores. Elles peuvent être synthétisées brièvement ici :

- Tout risque de pollution (fuite...) par ces produits doit pouvoir être maîtrisé (impositions de mesures de limitation des risques de pollution et de moyens d'intervention rapide en cas d'incident),
- Engins aux normes, limitation des vitesses, arrêt des moteurs en stationnement.

- Phase d'exploitation

Les exigences à respecter lors de l'exploitation du parc photovoltaïque sont de stocker les contenants éventuels de produits (huile,...) ainsi que les déchets générés par l'activité du parc photovoltaïque dans un local dédié. Les FDS des produits utilisés devront être disponibles sur site.

Les impacts résiduels sur la ressource en eau potable sont considérés comme négligeables.

I - Impact sur le volet naturel :

Le projet n'est inclus dans aucun périmètre à statut.

Le projet est situé à proximité de

- 2 périmètres NATURA 2000
- 5 périmètres d'inventaires (ZNIEFF)

Deux site Natura 2000 :

Nom du Site	Type	Habitats , Espèces d'intérêt communautaire	Distance	Lien écologique
FR9301597 « Ma-rais et zones hu-mides liés à l'étang de Berre	ZSC	20 habitats naturels 7 espèces de mammifères 3 espèces d'invertébrés 1 espèce de reptiles	2 Km	Très faible
FR9301601 « Côte Bleue – Chaîne de l'Estaque »	SIC	6 habitats naturels 2 espèces d'invertébrés	2 km	Très faible

Cinq périmètres d'inventaires (ZNIEFF)

Espaces répertoriés pour la richesse de leur patrimoine naturel.

Type I : ensemble de quelques mètres carrés à quelques milliers d'hectares constitués d'espaces remarquables : présence d'espèces rares ou menacées, de diversité d'écosystèmes.

Type II : ensemble pouvant atteindre quelques dizaines de milliers d'hectares correspondant à de grands ensembles naturels peu modifiés, riches de potentialités biologiques et présentant souvent un intérêt paysager.

Nom du Site	Type	Espèces	Distance	Lien écologique
N° 13110130 « Palun de Marignane – Aire de l'Aiguette »	I	7 habitats naturels 21 espèces de plantes 5 espèces d'oiseaux 1 espèce de reptile	3 Km	Très faible
N° 13310129 « Cordon du Jaï »	I	8 habitats naturels 3 espèces d'oiseaux 10 espèces de plantes	3,5 Km	Très faible
N° 13310100 « Etang de Bolmon – Cordon du Jaï –Palun de Marignane – Barlatier – la Cadière »	II	14 habitats naturels 7 espèces d'oiseaux 1 espèce de reptile 13 espèces de plantes	2 Km	Très faible
N° 13154100 « Etang de Berre, étang de Vaine »	II	Aucune espèce ni ha- bitat déterminant	2 Km	Très faible
N° 13152100 « Chaîne de l'Estaque et de la Nerthe –massif du Rove –Colline de Carro	II	15 habitats naturels 5 espèces d'oiseaux 1 espèce d'invertébré 54 espèces de plantes 1 espèce de mammifère	Contigüe	Très faible

III – Clôture de l'enquête :

Le jeudi 28 juillet 2016, j'ai procédé à la clôture de l'enquête.

Le registre d'enquête publique destiné à recueillir les observations du public ne contenait qu'une observation ; « Pour prise de connaissance du dossier mis à l'information du public ».

Aucun courrier n'a été adressé au commissaire enquêteur durant le déroulement de l'enquête.

Le registre d'enquête publique a été clôturé par mes soins le jour même.

Aucun courrier concernant l'enquête, n'est parvenu après la clôture de l'enquête à la mairie de Châteauneuf les Martigues.

Communication avec le responsable du projet :

Le 1^{er} août 2016, le commissaire enquêteur informait le responsable du projet sur le déroulement et la clôture de l'enquête, ainsi que l'observation écrite sur le registre et les personnes rencontrées lors de l'enquête. (Annexe 13).

Après un échange téléphonique avec le Chef de Projet Monsieur Valérick CASSAGNE, un courrier était adressé au commissaire enquêteur, et prenait acte d'une suggestion de sensibilisation de la population au projet. (Annexe 14).

Participation du public :

La participation du public à l'enquête s'est limitée à la venue lors des permanences, Du responsable département Prévention Industrielle du site de « la Mède », Raffinerie de Provence « TOTAL ».

De Madame Sylvaine JOUMON de la Direction environnement et sauvegarde des populations de la commune de Châteauneuf les Martigues,

De Madame Martine LEVRAULT, adjointe au Maire de Châteauneuf les Martigues, Déléguée à l'Environnement, au Tourisme et à la Mise en valeur du patrimoine culturel et naturel ;

De Monsieur Jean-Baptiste SAGLIETTI, Premier Adjoint, Châteauneuf les Martigues

De Monsieur AMINLHAT, Directeur des services Techniques de la commune de Châteauneuf les Martigues,

Monsieur Jean-Baptiste SAGLIETTI, Premier Adjoint, Châteauneuf les Martigues, par l'intermédiaire de Monsieur AMINLHAT, Directeur des services Techniques de la commune de Châteauneuf les Martigues, a remis au commissaire enquêteur un courrier de Monsieur le Maire de Châteauneuf les Martigues (annexe) qui valide la mise en conformité du PLU (Plan Local d'Urbanisme), modification N°5 approuvée le 21/12/2015, (annexe N° 10 & 11).

Climat de l'enquête :

Le registre d'enquête a fait l'objet d'une seule observation.

L'enquête s'est déroulé dans un esprit constructif, par une volonté d'aboutir exprimé par le Chef de Projet, et les collaborateurs de la Raffinerie de Provence « TOTAL » présent à chacune des permanences ;

Par les élus et responsables, de la commune de Châteauneuf les Martigues qui sont venus aux différentes permanences pour échanger avec le commissaire enquêteur.

DEUXIEME PARTIE : AVIS ET CONCLUSIONS

La procédure d'enquête s'est déroulée conformément à la réglementation, et les modalités de publicité et d'affichage ont été respectées.

Le dossier présenté était complet, bien documenté, suffisamment clair pour permettre une bonne compréhension du projet dans toutes ses dimensions.

La création de la centrale photovoltaïque sur le site de la Mède permettra de produire de l'électricité, à partir d'une énergie renouvelable.

L'implantation de la centrale sur un site industriel, assure une garantie d'exploitation et d'entretien conforme aux réglementations et normes en vigueur.

Beaucoup de concertations ont été nécessaires en amont de la demande du permis de construire.

Durant cette période, la population, les communes de proximités, les institutions ont été informées par les différents média, journaux locaux, gazette ; du projet de reconvertir la Raffinerie de « La Mède » vers les énergies renouvelables et des produits à haute valeur ajoutée.

L'implantation de la centrale photovoltaïque au sol, se situe sur un site occupé actuellement par plusieurs cuves de stockage d'hydrocarbures, placées dans des cuvettes de rétention en terre. Son insertion paysagère est satisfaisante.

Les choix techniques m'ont paru bien étudiés.

Les risques potentiels sont identifiés, faible, pendant les travaux et au cours de son exploitation, ils font l'objet de mesures d'anticipation et de protection.

Une concertation régulière en amont a permis d'aboutir à un projet cohérent.

En conséquence je donne un avis favorable au projet de demande de permis de construire d'une centrale photovoltaïque sur le site de « La Mède » à Châteauneuf les Martigues

Elle contribuera utilement, au développement de l'utilisation des énergies renouvelables dans la consommation d'électricité.

Ce projet, lors de la mise en fonction de la centrale photovoltaïque, devrait faire l'objet d'une campagne de sensibilisation auprès de la population.



Le Commissaire Enquêteur Max PEZ

Marseille le vendredi 26 août 2016